

👉 **Correction de la fiche 1 « Citoyen français et européen » :**

1. Les quatre façons de devenir citoyen français sont le droit du sang, le droit du sol, le mariage et la naturalisation.
2. La manière qui relève d'une décision de l'Etat est la naturalisation.
3. a. Amel : Oui / Oui / elle a + de 18 ans donc est devenue française de manière automatique à sa majorité. Elle est Française et par conséquent européenne. La France étant un Etat membre de l'Union Européenne.
b. Lucas : Oui / Oui / Il est Français car sa mère est Française (droit du sang)
c. Shyrel : Non / Non/ Elle n'est pas Française car elle « vient » de se marier. Il faudra qu'elle attende 4 ans pour être citoyenne française et de fait, citoyenne européenne.
d. Léa : Non / Oui. Elle n'est pas française car, pour cela, elle doit en faire la demande auprès de la préfecture. Elle est européenne car italienne (l'Italie est un Etat membre de l'UE).
e. Flavio : Oui / Oui / Il a obtenu la citoyenneté par naturalisation.
4. La carte nationale d'identité ne concerne que le citoyen français. La carte d'électeur concerne à la fois le citoyen français mais aussi le citoyen européen (il ne peut voter que lors des élections municipales et des élections concernant le Parlement européen). Le passeport français est un document prouvant à la fois la citoyenneté française mais aussi la citoyenneté européenne.

👉 **Correction de la fiche n°2 :**

1. La réponse est libre. A vous de choisir la proposition qui correspond à votre idée de la « citoyenneté » et d'expliquer pourquoi.
2. Dans le doc.2 : il fallait souligner « la souveraineté nationale » (x2) et « électeurs.
Dans le doc 4, il fallait souligner « le vote ».
3. Voici quelques arguments que vous auriez pu dire au sujet de l'importance d'aller voter. En quoi est-ce aussi un devoir ?
 - Voter est important car le droit de vote est le résultat d'un long combat politique. Au début du XIXe siècle, en France, seuls les hommes riches pouvaient voter. Les femmes n'ont eu le droit de vote qu'en 1944 !
 - Voter est important car il permet de choisir ses représentants politiques. Ne pas voter c'est laisser les autres décider pour nous.
 - Dans une République, le citoyen a le droit de participer à la vie politique par le biais du vote. Il peut décider. Certains hommes et femmes dans le monde n'ont pas ce droit (ex : dans une dictature).
4. Il fallait regarder la vidéo « A quoi servent les impôts » sur Youtube (durée : 1'24) pour remplir le tableau :

Grâce aux impôts que doivent payer les citoyens (taxes et impôts sur le revenu)...	
... que finance l'Etat ?	... quels droits sont ainsi garantis aux citoyens ?
- Pôle emploi (allocations chômage) - <i>Les allocations familiales</i> - <i>L'éducation (frais de scolarité)</i> - Routes - <i>La Sécurité Sociale (la Cafat en NC) : les frais médicaux</i> - Action contre les pollutions - Interventions d'urgence	- Droit au travail - Droit à des conditions de vie décentes - Droit à l'éducation - <i>Droit de circuler librement</i> - Droit à la protection de la santé - <i>Droit à la propriété privée</i> - <i>Droit à l'information</i>
Le père n'est pas content de payer des impôts mais il semble oublier que l'Etat réutilise cet argent au bénéfice des citoyens (santé, éducation, routes...).	

5. Ce que j'ai appris : (Bilan)

Le citoyen français possède de nombreux droits définis dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (1789). Il peut voter et être élu (droits politiques). Il a aussi des droits économiques, sociaux et culturels (droit à la santé, droit au travail, droit à l'éducation, droit au logement, droit de grève...) Ces droits ont été obtenus progressivement après des luttes parfois violentes (ex : Révolution française). Toutefois s'ils ont de nombreux droits, les citoyens ont également des devoirs : respecter les lois, payer leurs impôts, respecter les droits d'autrui...

EMC 3^e – Chapitre 1 : Être citoyen français, européen, calédonien

FICHE 3 : Que signifie être citoyen européen ? En quoi consiste la citoyenneté calédonienne ?



Compétences : connaître et comprendre les symboles et les valeurs de l'Union Européenne (UE) ; connaître et comprendre la citoyenneté européenne ; connaître et comprendre la citoyenneté calédonienne.

Activité 1 : Valeurs et symboles de l'UE. ➤ A l'aide de votre manuel (p 358-359) et/ou d'internet, complétez le tableau suivant.

Symboles de l'UE	Nom du symbole / Origines / significations

Activité 2 : Être citoyen européen :

A **Traité instituant la Communauté européenne, 1992**

Art. 17. « Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre. »

Art. 18. « Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres. »

Art. 19. « 1. Tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.

2. Tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État. »

B **Paroles de jeunes Européens**

- **Gustav, 22 ans, danois**
« Parce que mon pays fait partie de l'Union européenne, je peux, si je veux, aller faire mes études ou travailler dans n'importe lequel des pays de l'Union européenne. C'est une chance pour moi ! Découvrir des cultures différentes est une belle occasion de comprendre qu'en Europe nous sommes à la fois différents et unis. »
- **Anna, 19 ans, autrichienne**
« Personnellement, je me sens citoyenne européenne. L'Europe offre une grande liberté pour voyager. L'Union européenne est mon pays. Elle est une chance pour la paix. »

Questions :

- Quelle est la condition nécessaire pour devenir citoyen européen ? (doc A)
- Quels sont les devoirs politiques du citoyen européen ? (doc B)
- De quelle manière ces jeunes se sentent-ils citoyens européens ? (doc B) Quel article du Traité instituant la Communauté européenne explique leur point de vue ? (doc A)

Activité 3 : être citoyen calédonien

La citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie dans l'Accord de Nouméa

L'accord sur la Nouvelle-Calédonie du 5 mai 1998, dit Accord de Nouméa, commence par un **préambule**. Ce préambule retrace l'histoire du pays depuis sa découverte, sa colonisation par la France avec « ses ombres » et « ses lumières » ; il jette les bases d'une décolonisation comme « moyen de refonder un lien social durable entre les « communautés qui vivent en Nouvelle-Calédonie » : peuple kanak (ou peuple d'origine) et autres communautés (d'origine européenne, polynésienne, vietnamienne, indonésienne, etc.).

La création d'une **citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie** est présentée comme un moyen de constituer « une communauté humaine affirmant son destin commun ».

L'Accord de Nouméa comprend aussi un **document d'orientation** qui fixe les restrictions qui fondent la citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie.

Document 1 : l'Accord de Nouméa – extrait du préambule

4. La décolonisation est le moyen de refonder un lien social durable entre les communautés qui vivent aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie, en permettant au peuple kanak d'établir avec la France des relations nouvelles correspondant aux réalités de notre temps.

Il est aujourd'hui nécessaire de poser les bases d'une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie, permettant au peuple d'origine de constituer avec les hommes et les femmes qui y vivent une communauté humaine affirmant son destin commun.

La taille de la Nouvelle-Calédonie et ses équilibres économiques et sociaux ne permettent pas d'ouvrir largement le marché du travail et justifient des mesures de protection de l'emploi local.

Source : JONC n° 7302 du 11 juin 1998

Document 2 : l'Accord de Nouméa – extrait du document d'orientation

2. Les institutions

L'un des principes de l'accord politique est la reconnaissance d'une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie. Celle-ci traduit la communauté de destin choisie et s'organiserait, après la fin de la période d'application de l'accord, en nationalité, s'il en était décidé ainsi.

Pour cette période, la notion de citoyenneté fonde les restrictions apportées au corps électoral pour les élections aux institutions du pays et pour la consultation finale. Elle sera aussi une référence pour la mise au point des dispositions qui seront définies pour préserver l'emploi local.

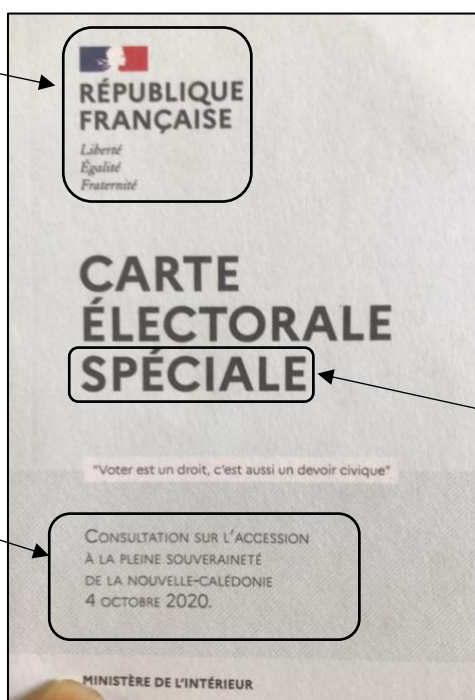
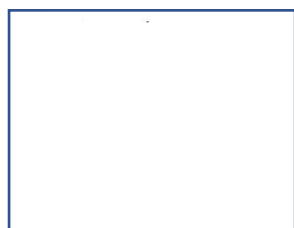
La loi constitutionnelle le permettra.

Source : JONC n° 7302 du 11 juin 1998

1. Quand et par quel texte a été instituée la citoyenneté calédonienne ?

2. Quel était l'objectif de sa création ?

3. Quels droits cette citoyenneté ouvre-t-elle ?



Dans des cases expliquez les parties indiquées par les flèches.